



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ETAT D'AVANCEMENT DE L'ELABORATION DES COMPTES NON DEFINITIFS DANS LES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT

Présenté par :

DOFFOU N'guessan
AFRISTAT

Octobre 2006

INTRODUCTION	3
I. LES DIFFERENTES VERSIONS DE COMPTES NATIONAUX	4
II. ELABORATION DES COMPTES DEFINITIFS DANS LES ETATS MEMBRES	5
II.1 Elaboration des PIB comparables	5
II.2 Elaboration des comptes définitifs.....	5
II.2.1 Les étapes de la mise en œuvre du SCN93 proposée par les Nations Unies	5
II.2.2 Utilisation du système informatique « ERETES »	6
II.2.3 Les résultats obtenus	6
III. PROJET DE REALISATION DES COMPTES NATIONAUX NON DEFINITIFS ET PROVISOIRES	7
III. 1 Méthodologie des comptes provisoires	7
III.1.1 Cadre général de travail	7
III.1.2 Les sources de données.....	12
III.1.3 Détermination des ressources.....	13
III.1.4 Détermination des emplois du PIB.....	15
III.1.5 Evaluation du PIB	18
➤ Cas du Cameroun	18
III.2 Allègement méthodologique (rattrapage)	21
III.2.1 Rattrapage normal des années de retard	21
➤ Cas du Burkina Faso	22
III.2.3 Le saut d'années ou nouvelle année de base.....	24
➤ Cas du Mali.....	24
➤ Cas spécifique de la MAURITANIE	27
III.2.4 Elaboration de comptes très allégés.....	29
➤ Cas de la Guinée	29
RECOMMANDATIONS	30
CALENDRIER DE SUIVI DES TRAVAUX	31

INTRODUCTION

Avec l'adoption du nouveau système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN93), un défi a été lancé aux Etats : celui de la modernisation des comptes nationaux. Ce besoin de mise à jour tient à deux raisons essentielles qui sont : (i) prendre en compte les modifications et améliorations apportées dans les définitions et concepts du SCN93 et (ii) rendre les résultats de comptabilité nationale plus comparables dans le temps et dans l'espace.

Depuis dix ans AFRISTAT a démarré, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, un programme de rénovation des comptes nationaux dont l'objectif à terme est d'accompagner les Etats membres dans la production régulière de comptes nationaux fiables, fondés sur les principes et la méthodologie préconisée par le SCN93. L'action d'AFRISTAT est fondée sur l'utilisation du système informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux définitifs, ERETES (Equilibre Ressources Emplois - Tableau Entrées Sorties) dont certains Etats membres se sont dotés. Ce système permet aux comptables nationaux de réaliser une année de base et une ou plusieurs années courantes de comptes définitifs.

Mais le rythme d'élaboration des comptes reste encore faible et entraînant ainsi un retard important en terme d'actualité des comptes. Cette situation est due à plusieurs difficultés notamment :

- le faible niveau des ressources humaines, et des moyens matériels et financiers affectés à l'élaboration des comptes nationaux ;
- la faible production et le retard dans la disponibilité des données sources ;
- l'insuffisance des capacités d'analyse des données macroéconomiques des Etats membres.

Tout en poursuivant les efforts pour amener les Etats membres à élaborer et publier les comptes nationaux dans les délais acceptables par les utilisateurs, AFRISTAT a engagé, depuis 2004, des réflexions en vue d'assister les Etats dans la production de comptes nationaux provisoires. En 2005, AFRISTAT a sollicité et obtenu de la Coopération française un appui financier pour prendre en charge les frais liés à l'animation de cette activité qui bénéficie aussi depuis cette année de l'assistance technique de l'INSEE.

Ce projet de réalisation de comptes non définitifs et provisoires vise à proposer aux Etats des méthodes d'élaboration de comptes non définitifs et provisoires fiables afin de pallier l'absence de données macroéconomiques devant aider les administrations et les autorités des Etats membres à prendre de « bonnes » décisions d'une part, et fournir aux partenaires techniques et financiers des informations fiables et utiles pour les négociations avec ces Etats.

Un premier séminaire regroupant les comptables nationaux des Etats membres a été organisé en septembre 2005 à Bamako pour sensibiliser les Etats sur la question. Une réunion technique, entre les experts d'AFRISTAT et de l'INSEE, a eu lieu en mars 2006 à Paris. Ces différentes rencontres ont permis de faire l'état des lieux de l'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres et donner les pistes théoriques qui ont abouti à deux orientations qui se résument en deux questions : (i) comment alléger l'élaboration des comptes nationaux pour rattraper le retard accumulé ; (ii) quelles méthodes d'élaboration de comptes provisoires proposer aux Etats qui adhèrent à cette démarche ?

I. LES DIFFERENTES VERSIONS DE COMPTES NATIONAUX

Les comptes nationaux annuels sont d'abord publiés dans une version provisoire, qui prendra plus tard une forme définitive.

Tableau 1 : les versions de comptes nationaux

Compte de l'année n		
	Provisoires	définitifs
Date de démarrage	mars n+1	septembre n+1
Date de publication	septembre n+1	juin n +2
nomenclatures d'activités et de produits	réduite à 20 branches maximum	réduite ou détaillée
Elements possibles en sortie:		
Comptes des branches	oui	oui
TRE à prix constant	oui	oui
TRE à prix courant	oui	oui
Comptes du reste du monde	oui	oui
TCEI	non	oui
Données collectées définitives:		
Commerce extérieur de biens	oui	oui
Balance des paiements	provisoire	définitive
Données des APU	agrégées	détaillées
Données des sociétés (DSF)	échantillon	exhaustives
Indicateurs	oui	non
Agricoles	oui	oui
Enquêtes	oui	oui

Tableau 2 : exemple de calendrier

[illegible]

II. ELABORATION DES COMPTES DEFINITIFS DANS LES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT

L'expérience a montré que sur plusieurs décennies d'assistance technique en comptabilité nationale jusque dans les années 1990, très peu de comptables nationaux maîtrisant le processus d'élaboration des comptes sont restés dans les instituts nationaux de statistique pour y pérenniser les acquis. Il s'ensuit que les ressources humaines font défaut et les comptes nationaux, la plupart du temps se résument en quelques indicateurs élaborés dans des conditions difficiles sur la demande des bailleurs de fonds.

Disposer de données économiques fiables, à jour et établies selon des normes internationales s'avère de plus en plus nécessaire en particulier pour le pilotage des politiques économiques. La demande forte qui est adressée aux Instituts nationaux de statistique en la matière ne peut être satisfaite à court terme. Il s'ensuit la nécessité de se doter d'une stratégie de rénovation des comptes nationaux dans les Etats membres.

II.1 Elaboration des PIB comparables

Cette action a consisté en l'amélioration des données de PIB des Etats élaborés suivant le SCN68, afin de les rendre plus comparables pour les besoins de la Surveillance multilatérale. Ce travail a consisté à élargir le champ de production des comptes, à harmoniser certaines méthodes d'élaboration et à présenter les résultats selon une nomenclature commune facilitant la lecture et la compréhension des comptes. Cet exercice a été fait pour les Etats membres de l'UEMOA et de la CEDEAO. Les PIB comparables sont calculés aujourd'hui dans plusieurs Etats membres d'AFRISTAT.

II.2 Elaboration des comptes définitifs

Elle a consisté à la mise en œuvre du SCN93 dans les Etats membres avec l'utilisation d'un outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux, le Système ERETES.

II.2.1 Les étapes de la mise en œuvre du SCN93 proposée par les Nations Unies

Elle comprend 6 niveaux ainsi qu'un niveau qu'on pourrait appeler niveau zéro correspondant à la mise à disposition de données de base notamment des données relatives à la production, aux échanges et aux prix. Les six phases définies en tenant compte à la fois de la disponibilité des données et de la demande prioritaire en information macroéconomique sont :

Phase 1

Indicateurs de base du produit intérieur brut (PIB). Il s'agit de données relatives au PIB par dépenses finales à prix courants et prix constants et au PIB par branche à prix courants et prix constants.

Phase 2

Revenu national brut et autres indicateurs primaires. Il s'agit du compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants ; compte de capital et compte de financement pour le reste du monde.

Phase 3

Comptes des secteurs institutionnels : premières étapes. Comptes de production de tous les secteurs institutionnels ; formation du revenu, affectation du revenu primaire, distribution secondaire du revenu, utilisation du revenu, comptes de capital et comptes financiers des administrations publiques.

Phase 4

Comptes des secteurs institutionnels : phases intermédiaires. Formation du revenu, affectation du revenu primaire, distribution secondaire du revenu, utilisation du revenu, compte de capital pour tous les secteurs institutionnels autres que les administrations publiques.

Phase 5

Comptes des secteurs institutionnels : derniers comptes d'opérations. Comptes financiers pour tous les secteurs institutionnels autres que les administrations publiques.

Phase 6

Autres comptes de flux et de patrimoine. Comptes des autres changements d'actifs pour tous les secteurs institutionnels ; comptes de patrimoine.

II.2.2 Utilisation du système informatique « ERETES »

ERETES ne comporte aucune exigence statistique particulière. Il est en effet prévu pour s'adapter à la situation telle qu'elle se présente, sans imposer de conditions minimales spécifiques. Le Système offre donc simultanément :

- un cadre méthodologique pour les travaux d'élaboration des comptes nationaux définitifs,
- une assistance technique intégrée permettant l'acquisition des méthodes à mettre en œuvre,
- un environnement informatique moderne au service d'un travail en équipe.

II.2.3 Les résultats obtenus

A la faveur de plusieurs financements, les Etats membres d'AFRISTAT ont pu s'engager dans la rénovation de leurs comptes nationaux avec passage au SCN93 au moyen du Système ERETES. Les résultats attendus sont : (1) disposer deux années de comptes, une année de base et une année courante (2) disposer des deux principaux tableaux du cadre central du SCN93, [un TRE et un TCEI] (3) assurer un transfert de savoir-faire rendant possible une poursuite autonome des travaux de comptabilité nationale par les comptables nationaux des pays concernés.

Après cinq années de travaux, les résultats suivants ont été atteints :

Tableau 3 : mise en œuvre du SCN93 dans les Etats membres

Etats membres	Année de base des comptes		Dernière Année de comptes		Mise en œuvre du SCN93
	Réalisés	En cours	Réalisés	En cours	
Bénin	Comptes 1999		Comptes 2000	2001, 2002..	Phase 4
Burkina Faso	Comptes 1999		Comptes 2001	2002, 2003	Phase 4
Cameroun	Comptes 1993		Comptes 2003	Comptes 2004	Phase 4
Cap-Vert		Comptes 2002			
Centrafrique	Comptes 1988		Comptes 1998		Phase 1
Comores					Pas d'actions
Congo					En cours
Côte d'Ivoire	Comptes 1996		Comptes 2002	Comptes 2003	Phase 4
Gabon	Comptes 2001			Comptes 2002	Phase 4
Guinée					Pas d'actions
Guinée Bissau					Pas d'actions
Guinée Equatoriale					En cours
Mali	Comptes 1997		Comptes 1999		Phase 4
Mauritanie	Comptes 1998		Comptes 2001	Comptes 2002	Phase 4
Niger	Comptes 2000		Comptes 2001	Comptes 2002	Phase 4
(*) Sénégal	1999		Comptes 2003		Phase 1
Tchad					Pas d'actions
Togo	Comptes 2000				Phase 1

(*) : le Sénégal a réalisé ses comptes nationaux selon son propre système informatique.

III. PROJET DE REALISATION DES COMPTES NATIONAUX NON DEFINITIFS ET PROVISOIRES

La plupart des pays ont fait des efforts pour se mettre au SCN 93 et tous ont pratiquement mis en place une nouvelle année de base qui a mobilisé une masse importante d'informations. Il est important de capitaliser cet acquis et de consolider ces résultats en procédant au rattrapage des retards des comptes et à doter les Etats membres d'une méthodologie de comptes provisoires et prévisionnels. Ces comptes provisoires complétés par des estimations de données macroéconomiques clés permettront aux Etats membres de satisfaire les demandes de données et de disposer d'outils performants pour le pilotage de leur économie.

Il est important, cependant de délimiter les frontières du comptable national avec celles du prévisionniste : le travail du prévisionniste commence là où s'arrête celui du comptable national.

Le rôle du comptable national est surtout d'élaborer des comptes définitifs, sémi-définitifs et provisoires. Donc, des comptes nationaux jusqu'à l'année (n-1) alors qu'on se trouve en année (n). Les comptes de l'année en cours et des années suivantes sont des comptes prévisionnels et donc du ressort du prévisionniste.

A partir des données du secteur disponibles et d'indicateurs de conjoncture, le comptable national peut élaborer des comptes provisoires qui permettront de faire des analyses économiques à confirmer ultérieurement lorsque les comptes définitifs ou non définitifs seront disponibles.

Ces comptes provisoires complètent les comptes définitifs dont une longue série est requise pour l'analyse macroéconomique, notamment la prévision économique pour l'année (n).

Les comptes provisoires sont aussi utiles pour le comptable national. En même temps que la satisfaction de répondre aux besoins des demandeurs, il dispose d'une première maquette de l'économie qu'il pourra affiner au fur et à mesure que les informations manquantes arrivent afin de déboucher sur les comptes définitifs.

Chaque type de compte a sa place dans l'édifice de la série des comptes qui sont à fournir aux utilisateurs par le comptable national. Il faut surtout éviter que l'un prenne le pas sur l'autre. On a déjà vu que faire des comptes définitifs seuls qui ne sont presque jamais utilisés n'est pas acceptable. De la même façon, il serait inacceptable de penser que les comptes provisoires peuvent remplacer les comptes définitifs. Les comptes n'ont le statut de provisoire que s'ils ont pour socle des comptes définitifs. Dès que les comptes provisoires reposent sur d'autres comptes provisoires, on se retrouve en face des comptes rapides qui sont proches des méthodes de comptes prévisionnels.

Il convient que chaque Etat se donne les moyens de réaliser ses comptes définitifs, provisoires et prévisionnels. Les comptes nationaux aussi ont leur échéance qui est subordonnée à celles des statistiques dont ils ont besoin. Le respect de ces échéances contribuera à une diffusion à jour des données de comptabilité nationale.

III. 1 Méthodologie des comptes provisoires

III.1.1 Cadre général de travail

- ✓ Construction de nomenclatures

Le SCN propose la CITI1 comme nomenclature de référence pour les activités économiques. Dérivée de la CITI, une nomenclature a été élaborée pour les besoins des Etats membres d'AFRISTAT : la Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA).

Inspirée de la NAEMA, une nomenclature harmonisée a été mise au point pour les travaux de comptabilité nationale. Cette nomenclature comporte trois niveaux. Le premier niveau (niveau le plus agrégé) comprend 42 branches réelles et deux branches fictives qui sont : la production imputée des

¹ la Classification Internationale Type, par Industrie, (CITI) de toutes les branches d'activités économiques est la nomenclature de référence mise au point par les Nations Unies.

services bancaires et la correction territoriale. Les niveaux d'ordres 2 et 3 correspondent respectivement à des niveaux plus détaillés de la NAEMA.

** les regroupements nécessaires pour les travaux de comptes provisoires*

Le détail accordé à certains types d'activités dépend de leur l'importance dans l'économie du pays mais aussi de l'information disponible. En matière de comptes provisoires et prévisionnels, il peut s'avérer nécessaire de procéder à un regroupement encore plus important par rapport à la nomenclature utilisée pour les comptes définitifs ; ou encore procéder à d'autres types de regroupement en rapport avec le détail de l'information disponible.

Pour les travaux de comptes provisoires, nous proposons les regroupements de branches suivant proposition qui pourra être modulée selon les données et l'importance des branches du pays. Certains pays peuvent par exemple :

- ventiler l'agriculture entre l'agriculture vivrière et l'agriculture industrielle, la pêche entre la pêche artisanale et la pêche industrielle, l'industrie extractive entre l'extraction du pétrole et les industries extractives ;
- séparer Commerce de Hôtels et Restaurants, Transport des télécommunications, Education de la Santé ;
- regrouper les industries agroalimentaires et les autres industries manufacturières.

Quel que soit la nomenclature retenue, il est indispensable de ne pas dépasser les vingt catégories. Certains pays peuvent garder le même nombre de catégorie pour les comptes provisoires et les comptes définitifs, d'autres par contre, peuvent aller à un niveau plus désagrégré pour leurs comptes définitifs. Pour les autres nomenclatures (secteurs institutionnels et opérations), il est difficile d'aller à un niveau plus agrégé si on veut confectionner un TCEI.

NOMENCLATURE D'ACTIVITES	NOMENCLATURE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS
<ol style="list-style-type: none"> 1. Agriculture 2. Elevage 3. Sylviculture, exploitation forestière, activités annexes 4. Pêche 5. Industries extractives 6. Industries agro-alimentaires 7. Autres industries manufacturières 8. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau 9. Construction 10. Commerce, Hôtels et Restaurants 11. Transports et télécommunications 12. Activités financières 13. Autres activités marchandes 14. Activités d'administration publique 15. Education et Santé 16. Autres activités non marchande 	<p>S.1 Ensemble de l'économie S.11 Sociétés non financières S.12 Sociétés financières S.13 Administrations publiques S.14 Ménages S.15 Institutions sans but lucratif au service des ménages S.2 Reste du monde</p>
OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES (P)	OPERATIONS DE REPARTITION (D)

P.1 Production	D.1 Rémunération des salariés
P.11 Production marchande	D.11 Salaires et traitements bruts
P.12 Production pour usage final propre	D.12 Cotisations sociales à la charge des employeurs
P.13 Autre production non marchande	D.2 Impôts sur la production et les importations
P.2 Consommation intermédiaire	D.21 Impôts sur les produits
P.3 Dépense de consommation finale	D.29 Autres impôts sur la production
P.4 Consommation finale effective	D.3 Subventions
P.5 Formation brute de capital	D.31 Subventions sur les produits
P.51 Formation brute de capital fixe	D.39 Autres subventions sur la production
P.52 Variation des stocks	D.4 Revenus de la propriété
P.6 Exportations de biens et de services	D.41 Intérêts
P.61 Exportations de biens	D.42 Revenus distribués des sociétés
P.62 Exportations de services	D.43 Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers
P.7 Importations de biens et de services	D.44 Revenus de la propriété attribués aux assurés
P.71 Importations de biens	D.45 Loyers
P.72 Importations de services	D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.
	D.51 Impôts sur le revenu
	D.59 Autres impôts courants
	D.6 Cotisations et prestations sociales
	D.61 Cotisations sociales
	D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature
	D.63 Transferts sociaux en nature
	D.7 Autres transferts courants
	D.8 Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension
	D.9 Transferts en capital
	E. Population résidente totale

✓ Répartition des branches d'activités selon leur nature

* *Les branches d'offre*

Une branche d'offre est une branche dont la production est essentiellement déterminée par la capacité de production des unités qui la composent. Celles-ci produisent chaque année la quantité maximale qu'elles sont en mesure de réaliser au vu des moyens dont elles disposent et des contraintes de l'environnement ; la demande ou le prix sur le marché ne sont donc pas les facteurs les plus déterminants dans cette logique de production.

Ces branches sont également caractérisées par des techniques de production peu évolutives de sorte que la productivité et les rendements sont soit constants, soit dépendants de facteurs non économiques tels que la pluviométrie, la température, etc. (les branches de l'agriculture).

A l'instar des cultures d'exportation il existe souvent des structures d'encadrement publiques (ministères et directions techniques en charge de l'agriculture et des ressources animales, coopératives,...) à travers lesquelles des informations peuvent être obtenues concernant les branches d'offre. De telles statistiques sont pour la plupart des estimations effectuées sur la base d'enquêtes ou de recensements antérieurs.

Comme branches d'offre, toutes les branches de l'agriculture, d'élevage, d'extraction minière (or, diamant, pétrole brut). Cette dernière branche utilise souvent des moyens techniques modernes mais sa logique de production est la même que celle qui caractérise les branches d'offre, étant donné que son offre est marginale par rapport à la demande (le marché international) et que les biens produits ne sont pas périssables. La branche d'égrenage est également dans une certaine mesure une branche d'offre en ce sens que sa production est uniquement fonction de la production de coton graine réalisée par les agriculteurs.

* *Les branches de demande*

Les branches de demande sont des branches dont l'offre de produits s'ajuste à la demande qui leur est adressée sur le marché. La production de ces branches peut varier fortement selon la conjoncture économique. Par exemple l'offre d'électricité est inférieure ou égale à la demande quelle que soit la capacité de production disponible, car l'électricité ne peut pas être stockée, l'excédent de production est perdu.

Les données existantes sont provisoires ou incomplètes et proviennent soit des unités elles-mêmes (documents comptables, enquêtes) soit des administrations publiques (sources administratives) soit des estimations des comptes nationaux. Mais les données des productions estimées peuvent être complétées ou confrontées aux emplois des produits de ces branches.

* *Les branches de production non marchande*

Les branches de production non marchande sont en fait des branches de demande avec la particularité que leur production est « distribuée gratuitement ou vendue à un prix non économiquement significatif² ». Ce sont principalement les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages.

✓ Analyse des filières

Elle a pour objectif de pallier l'absence de certaines données et de permettre de vérifier la cohérence des sources. Mais cette étude nécessite des données complètes et fiables et ne doit être réalisée que dans ces conditions.

✓ Définition du calendrier

Il est nécessaire dans cette démarche de se fixer un calendrier de travail afin de pouvoir déterminer la quantité d'informations et d'identifier les sources disponibles. Les travaux d'élaboration des comptes provisoires peuvent commencer au début du deuxième trimestre, c'est à dire au cours du mois de mars³. Cependant, les comptes des années n-2 et antérieures doivent avoir été consolidés afin de servir de référence pour les autres comptes à construire :

Date butoir de publication - Durée du traitement des données (*compte tenu de l'intégration de ce compte dans le calendrier général d'élaboration des comptes définitifs*) = **date à laquelle il faut que les données soient disponibles.**

✓ profil de l'année considérée dans leurs travaux

Il s'agit de cadrer l'environnement économique et réglementaire du compte. Par la même occasion, associer les principaux utilisateurs aux travaux.

✓ Définition de l'étendue des travaux

On s'appuiera sur le minimum recommandé par les Nations Unies en sortie à savoir:

- Valeur ajoutée et PIB à prix courants et constants par branches d'activités ;
- Les dépenses du PIB à prix courants et constants ;
- TEI simplifié
- Les composantes de la valeur ajoutée par branches d'activités, prix courants;
- Le compte du reste du monde.

² Prix économiquement significatif : prix ayant une influence significative sur les montants que les producteurs sont disposés à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter

³ Les travaux de collecte et de saisie des données sont réalisés auparavant et de façon continue selon leur apparition.

✓ Résumé des indicateurs d'estimation de la production

Branches	Indicateurs possibles
1. Agriculture	<i>Quantité produite, taux de croissance de la population</i>
1. 1 <i>Agriculture vivrière</i>	
1. 2 <i>Agriculture industrielle</i>	<i>Quantité produite, IPI</i>
2. Elevage	<i>Cheptels</i>
3. Sylviculture, exploitation forestière, activités annexes	<i>Exportation de grumes en volume</i>
4. Pêche	<i>quantité pêchée</i>
5. Industries extractives	<i>Exportation en volume, IPI,</i>
6. Industries agro-alimentaires	<i>Les indicateurs en volume sont de trois types: les abattages contrôlés, les abattages de volailles, quantités de produits laitiers</i>
6. 1 <i>Viandes et produits laitiers</i>	
6. 2 <i>Autres produits agricoles et alimentaires</i>	<i>estimer à partir de la consommation finale des ménages ou l'indice de la production industrielle (IPI)</i>
7. Autres industries manufacturières	<i>IPI, meilleure indicateur</i>
8. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	<i>IPI ou les données réelles sur la consommation d'énergie</i>
9. Construction	<i>Investissements réalisés (FBCF)</i>
10. Commerce, Hôtels et Restaurants	<i>Taux de marge</i>
10. 1 <i>Commerce</i>	
10. 2 <i>Hôtels et Restaurants</i>	<i>IPI, emploi, Chiffre d'affaire</i>
11. Transports et télécommunications	<i>immatriculation des véhicules</i> <i>IPI</i>
12. Activités financières	<i>données réelles</i>
13. Autres activités marchandes	<i>Emplois de la branche</i>
14. Activités d'administration publique	<i>effectifs de la fonction publique ou les dépenses</i>
15. Education et Santé	<i>les dépenses</i>
16. Autres activités non marchande	<i>les dépenses, effectifs salariés</i>

- ✓ Les besoins des utilisateurs

Les utilisateurs souhaitent disposer d'une série suffisamment longue de comptes pour garantir la qualité de l'étalonnage de leurs indicateurs.

III.1.2 Les sources de données

La recherche des données sources prendra en compte les spécificités des branches de production (comme décrites ci dessus) et tiendra compte également des filières afin de ne pas perdre le temps à chercher certaines informations qui peuvent en réalité ne pas être considérées dans le contexte des comptes provisoires.

- ✓ Les statistiques agricoles

Les activités agricoles sont souvent encadrées par des structures publiques (ministère ou direction en charge de l'agriculture) ou privées (notamment dans le cas de l'agriculture industrielle). Ces structures fournissent à la fin de chaque campagne agricole des estimations de la production et font des prévisions lorsque la campagne n'est pas encore achevée.

- ✓ Les statistiques sur la production industrielle

Dans bon nombre de pays il existe des enquêtes (mensuelles ou trimestrielles) sur l'industrie qui permettent de calculer des indices de production industrielle (IPI). Ces enquêtes sont réalisées sur un échantillon d'entreprises représentatives de leurs branches d'activité respectives. Ces indices trimestriels peuvent servir pour le calcul d'indices annuels par branche lorsque les données sont suffisantes.

- ✓ La balance des paiements

Les banques centrales produisent et publient régulièrement les balances des paiements de leurs Etats membres. Cependant, des estimations sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles. De ce fait on peut espérer obtenir au moins une version provisoire de la balance des paiements de l'année n-1 dans le deuxième semestre de l'année n.

- ✓ Les statistiques douanières

Les services de douane enregistrent des données du commerce extérieur portant sur les recettes douanières (droits et taxes à l'importation, impôts sur exportation), les quantités et valeurs des biens importés et des biens exportés. Les données définitives couvrant l'année peuvent paraître avec beaucoup de retard mais des données partielles (sur au moins les trois premiers trimestres de l'année) existent puisqu'elles font souvent l'objet de publications trimestrielles.

- ✓ Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

Le TOFE fournit des résultats sur les dépenses et les recettes de l'ensemble des administrations publiques et est produit chaque année. Bien que les situations diffèrent énormément d'un pays à l'autre, nous pouvons cependant supposer que ces données sont disponibles compte tenu des exigences des bailleurs de fonds en ce domaine.

- ✓ Les Déclarations statistiques et fiscales

Les entreprises sont contraintes par la loi de produire chaque année, des déclarations statistiques et financières pour les besoins des services des impôts et des services statistiques. La collecte des DSF se fait difficilement dans la plupart des pays et leur taux de couverture reste faible jusqu'à la fin de l'année qui suit l'année d'exercice. On peut dans ce cas travailler sur un échantillon d'entreprises pour lesquelles les DSF sont régulièrement produites dans les délais souhaités.

- ✓ Les statistiques de prix

Les statistiques de prix les plus courantes sont les prix à la consommation. En général, des enquêtes mensuelles (ou trimestrielles) permettent la collecte de ces prix et le calcul des Indices de Prix à la Consommation des ménages (IPC). Des prix portant sur certains produits exportés comme le café, le cacao, le coton, l'or, le bétail, sont fournis par des organismes spécialisés. Beaucoup d'autres sources moins connues ou moins régulières que celles citées ci dessus et concernant l'année étudiée existent.

Par ailleurs, les données des années passées seront d'une grande importance, particulièrement les comptes définitifs précédents.

III.1.3 Détermination des ressources

✓ Calcul de la production

Le calcul de la production dans les comptes provisoires s'effectuera au niveau de la nomenclature des branches d'activités tout en se référant aux produits élémentaires des branches.

* *La production agricole*

Elle comprend la production de l'agriculture vivrière et celle des cultures destinées à l'exportation. Une grande partie de la production de vivriers est réalisée par les ménages pour leur propre consommation ; d'où la difficulté d'obtenir des informations de source « producteurs ». Des structures publiques comme les ministères et les directions en charge de l'agriculture assurent le suivi des campagnes agricoles et procèdent à des estimations de la production et des autres paramètres (intrants, pertes).

Dans tous les pays, la production de cultures destinées à l'exportation est beaucoup plus encadrée car elle est une des principales sources de devises. On peut donc espérer obtenir de ces structures d'encadrement les prix, les quantités et les pertes et même les intrants.

La détermination de la production des différents produits agricoles, élevages et autres, fait appel aux différentes sources existantes: enquêtes agricoles, les estimations des services concernés.

Les enquêtes permettent de connaître pour une campagne agricole, les superficies plantées, les productions, les modes d'utilisation (consommation, transformation, dons, semences, ventes, pertes) de la plupart des produits. L'enquête donne également des résultats concernant l'élevage, la population agricole, les superficies par zones agro-climatiques, etc. La production de la campagne $n/n+1$ est assimilée à la production l'année civile n .

La production étant déterminée à prix de base, les prix appliqués aux volumes sont donc les prix aux producteurs relevés pendant la période de la récolte. Ces prix doivent être appliqués à la production nette des pertes pour déterminer la valeur de la production du produits.

* *La production minière*

Lorsque la production est réalisée uniquement par des grandes entreprises, les données statistiques sont fournies par celles-ci. Dans le cas contraire, on peut envisager d'estimer leur production à partir de leur FBCF des années antérieures en supposant la productivité du capital constante. Un indice de production peut être alors calculé sous la forme :

$$I_{n-1} = 1 + a\Delta K = 1 + a(FBCF_{n-2} - CCF_{n-2})$$

I_{n-1} est l'indice de volume de la production de l'année $n-1$ par rapport à l'année $n-2$, a est la productivité du capital

Dans le cas où la production artisanale est importante (or et diamant par exemple) cette production peut être calculée en pourcentage de la production totale, pourcentage estimé à partir des résultats de la dernière année de comptes définitifs. En réalité, la production artisanale peut être considérée constante d'une année sur l'autre si d'autres gisements ne sont pas exploités.

* *Les branches de demande*

Les branches de demande regroupent la plupart des entreprises modernes, toutefois, la production du secteur informel y est importante. De ce fait, les DSF des entreprises restent des sources d'information à la fois précieuses et insuffisantes au moment de l'élaboration des comptes provisoires.

Dans la plupart des pays il existe des enquêtes (mensuelles ou trimestrielles) qui permettent de calculer l'indice de la production industrielle (IPI) qui mesure l'évolution en volume de l'activité industrielle. On appliquera cet indice à la production de l'année $(n-2)$ afin d'obtenir la production en volume de l'année $(n-1)$. La valeur de la production sera déterminée par l'indice des prix afin d'obtenir

en valeur la production de l'année (n-1). Cependant, il est utile de recenser les activités où la production est concentrée au sein d'un petit nombre d'entreprises modernes.

Pour de telles activités on exploitera les DSF disponibles pour la détermination de la production. Comme exemples d'activités concentrées on a la télécommunication, l'électricité, le raffinage de pétrole, la distribution d'eau.

Il convient cependant de souligner quelques particularités liées à certaines branches d'activités que sont : le commerce et le transport, les services financiers.

* *Le transport*

A l'inverse du commerce, le transport est une activité beaucoup plus formelle, pratiquée par des entreprises d'une certaine capacité, car des équipements lourds sont engagés. La production peut être estimée à travers les DSF des entreprises. A partir d'un échantillon d'entreprises on estime un taux de croissance de la production en valeur basé sur la croissance du chiffre d'affaires.

* *La production de services financiers*

L'ensemble des informations nécessaires pour les comptes provisoires est généralement disponible à travers les documents comptables des entreprises financières.

* *Les branches de production non marchande*

La production de ces branches est en grande partie contrôlée ou réalisée par l'administration publique centrale. Les statistiques sont disponibles à travers les documents comptables et autres documents administratifs. Cette production comprend les services des administrations publiques, l'éducation, la santé, les services d'action sociale et les services collectifs. Les services de santé et d'éducation sont de plus en plus fournis par des privés à but lucratif, mais l'important de la production est fourni gratuitement par l'Etat.

PRODUCTION DES APU = DEPENSES DE CONSOMMATION INTERMEDIAIRE + REMUNERATION DES SALAIRES
PRODUCTION TOTALE DE SERVICES NON MARCHANDS = PRODUCTION DES APU + PRODUCTION DES ISBL

✓ les importations

Les statistiques douanières, la balance des paiements fournissent les données concernant les importations de biens et services. On pourra donc calculer pour chaque produit les valeurs des importations et aussi en tenant compte des importations non enregistrées.

✓ Marges ou production de la branche « commerce »

La production du commerce au cours d'une période donnée se calcule de la façon suivante :

Marge de commerce = ventes – (achats – variation des stocks) de marchandises

La difficulté majeure de la mesure directe de la production de la branche réside dans le fait que celle-ci est composée dans une grande mesure, d'unités informelles.

On passe alors par des outils de mesure indirecte tels que les taux de marge calculés sur les produits vendus. On utilise le taux de marge complet.

$$\text{Taux de marge complet} = \frac{\text{Vente} - (\text{achats} - \text{variation de stocks})}{\text{achats} - \text{variation de stocks}}$$

Ces ratios seront ceux de la dernière année de comptes définitifs ou de l'année de base. Mais il faudra alors connaître les valeurs des ventes, des achats et des variations de stocks des produits commercialisés. Or toute la production ne passe pas par le commerce du fait de l'autoconsommation et des achats au producteur de produits destinés directement aux consommations finale et intermédiaire. On utilisera alors le taux de marge apparent qui est calculé de la façon suivante :

$$\text{Taux de marge apparent sur produit} = \frac{\text{marge totale sur produit}}{\text{production} + \text{importation}}$$

On calculera donc la production du commerce en appliquant aux marges de l'année précédente, les indices de production en volume (sous l'hypothèse que la marge sur l'unité de produit reste constante) ou à la fois les indices de production en volume et les indices de prix à la consommation (dans le cas où l'on suppose que la marge augmente proportionnellement au prix unitaire du bien ou du service).

* Construction de la matrice de production

L'hypothèse de la constance de la structure de production sera appliquée au niveau le plus agrégé de la nomenclature utilisée. On supposera que les productions secondaires constituent une activité permanente des branches d'activité concernées dans les comptes de l'année (n-2), tout au moins dans le court terme (un an). On devra obtenir un tableau donnant la production des branches dans l'ensemble des produits réalisés afin de pouvoir calculer les ressources en produits nécessaires pour les ERE en produits (seulement au niveau agrégé)

III.1.4 Détermination des emplois du PIB

✓ Consommations intermédiaires

La projection des consommations intermédiaires est une technique utilisée pour calculer les consommations intermédiaires en volume et en valeur à partir de la production. Elle permettra de dégager la valeur ajoutée de chaque branche d'activité.

Hypothèse : La méthode est basée sur l'hypothèse de la constance des coefficients techniques dans le court terme (un an). Elle nécessite par ailleurs une certaine uniformité des processus de production dans la branche. Pour un produit au niveau supérieur de la nomenclature, cela revient donc à calculer :

Méthode : La projection des CI d'une branche donnée pour les comptes de l'année (n-1) part du vecteur des CI en année (n-2) auquel on applique l'indice de volume de la production associée. On obtient alors un vecteur des CI en volume de l'année (n-1) des comptes provisoires auquel on applique les indices des prix des produits concernés pour obtenir le vecteur des CI en valeur.

$$\text{Coeff_tech}_{n-1} = \text{coeff_tech}_{n-2} = \text{Ci}_{n-2} \text{ (branches)} / \text{total Production}_{n-2} \text{ (branches)}$$

$$\text{Ci}_{n-1} = \text{production}_{n-1} \times \text{Ci}_{n-2} \text{ (branches)} / \text{total Production}_{n-2} \text{ (branches)}$$

Dans le cadre de la réalisation des ERE, nous supposerons que l'offre totale de CI d'un produit de la nomenclature sera égale à la demande de CI calculée plus haut.

✓ La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

La FBCF est égale à la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs fixes corporels ou incorporels réalisés par les producteurs et utilisés pendant au moins un an dans le processus de production.

Les actifs fixes corporels concernent :

- les logements⁴, autres bâtiments et ouvrages de génie civil (aéroports, ports, routes, hôpitaux) ;
- les machines et les équipements ;
- les actifs cultivés (les végétaux comme la vigne, les plantations durables, les animaux élevés à d'autres fins que la viande : reproduction, travail, lait).

Les actifs incorporels fixes concernent :

⁴ Y compris les logements acquis par les ménages ; ce qui les rend producteurs d'un service de logement

- les travaux d'amélioration des terres agricoles, ainsi que la prospection et la mise en valeur des gisements miniers,
- les logiciels et les grandes bases de données ;
- les œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales (manuscrits, traductions, films).

Les valeurs de tous ces éléments tels que cités ne peuvent être obtenues que par une enquête approfondie.

* *Calcul de la FBCF en produits de l'élevage*

Les animaux susceptibles d'être considérés comme de la FBCF sont les bovins, caprins, ovins, asins, équins, camelins et porcins, lorsqu'ils sont reproducteurs, élevés pour leur lait, ou utilisés pour le transport ou la traction. Les poules pondeuses ne sont pas retenues dans la FBCF.

On évalue :	effectif final	(Ef _n)= effectif initial (Ef _{n-1})
		+ naissances
		+ importations
		- abattages
		- exportations
		- décès
	naissances	= effectif final
		- effectif initial
		- importations
		+ abattages
		+ exportations
		+ décès
	production	= effectif final
		- effectif initial
		- importations
		+ exportations
		+ abattages

Dans cette méthode, la formation brute de capital fixe (FBCF) est une fraction du croît non exploité. La pratique dans certains pays africains est de retenir 2/3 de la formation de capital : 2/3* (Ef_n - Ef_{n-1}).

* *Les produits de l'industrie*

Pour les produits industriels, la FBCF est un des emplois possibles des ressources disponibles sur le marché intérieur. Elle repose sur l'exploitation fine des statistiques douanières et des déclarations statistiques et fiscales des entreprises.

* *Les produits du BTP*

Prendre les informations sur la FBCF venant des DSF collectées ou l'exploitation des statistiques du commerce extérieur. Voir les intrants (Ciments, sable.....).

- * *La FBCF réalisée par l'administration publique, notamment dans les bâtiments et véhicules,*
- * *les prospections minières ;*

A défaut de données par produits, une évaluation grossière de la FBCF Totale pourrait se faire selon la formule suivante:

$$FBCF_{n-1} = (FBCF_{n-2} / \text{Total ressources}_{n-2}) \times \text{Total ressource}_{n-1}$$

$$\text{Total ressource (disponibilité)} = (\text{Production} + \text{importation} + \text{DTI}) - \text{Exportation}$$

Cette évaluation de la FBCF pourrait être répartie ensuite selon la structure de la FBCF par produits du compte définitif.

✓ Les exportations

Les statistiques douanières, la balance des paiements fournissent les données concernant le commerce extérieur. On pourra donc calculer pour chaque produit les valeurs des exportations en tenant compte des exportations non enregistrées ; d'où la nécessité de connaître le taux de fraude.

• *Les Biens*

Les services de douanes enregistrent des données du commerce extérieur portant sur les recettes douanières (droits et taxes à l'importation, impôts sur exportation), les quantités et valeurs des biens importés et des biens exportés. Les données définitives couvrant l'année peuvent paraître avec beaucoup de retard mais des données partielles (sur au moins les trois premiers trimestres de l'année) existent puisqu'elles font souvent l'objet de publications trimestrielles.

• *Les services*

Les données principales proviennent de la balance des paiements de la Banque centrale. Des estimations sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles. De ce fait on peut espérer obtenir au moins une version provisoire de la balance des paiements de l'année n-1 au cours du deuxième semestre de l'année n.

✓ La consommation finale

La consommation finale est un acte de destruction de biens et services qui a pour but de satisfaire des besoins individuels ou collectifs. Elle concerne trois secteurs institutionnels que sont les ménages, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages. Les ménages bénéficient des services qu'ils n'ont pas payés en totalité, une partie étant supportée par la collectivité (cas des services de santé et de l'éducation).

Ceci amène donc à faire la distinction entre "dépenses de consommation finale" et "consommation finale effective". Cette dernière regroupe l'ensemble des consommations des ménages : les dépenses de consommation finale et les dépenses individualisables.

Pour certains produits (produits alimentaires, articles d'habillement) nous ferons l'hypothèse que la consommation finale évoluent au même rythme que la croissance de la population (tc_pop). On utilisera la formule suivante :

$$CF_{n-1} = CF_{n-2} \times \text{indicateur de volume (tc_pop)} \times \text{indices de prix à la consommation du produit}$$

Pour les services (pas de stocks de services), la consommation finale de services autres que les services d'administration publique sera calculée comme la différence entre les ressources et les emplois déjà connus (CI et exportation de services) :

$$CF = \text{Ressources à prix d'acquisition} - CI - \text{Exportations}$$

Il en sera de même pour les produits des branches construction, eau et électricité.

Pour les biens autres que ceux cités ci-dessus, on peut considérer que la consommation finale varie comme les ressources évaluées en valeur monétaire, dans le cas seulement où l'on ne dispose pas d'autres informations plus fiables.

✓ Variation des stocks

La variation des stocks est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks. Elle comprend :

- a) les matières premières et fournitures;
- b) les travaux en cours;
- c) les biens finis;
- d) les biens destinés à la revente.

Dans la plupart de nos Etats, la maîtrise et le calcul des stocks sont incertains. A défaut de données réelles, nous supposons, pour les comptes provisoires que cette variable puisse se calculer par solde après avoir établi l'équilibre global de l'économie. Mais là encore, il faudrait contrôler les différents produits car on risque souvent de se retrouver en face de produits non destinés à la variation des stocks.

On peut aussi proposer dès le départ que la variation de stocks est nulle et analyser l'effet sur le PIB.

III.1.5 Evaluation du PIB

Les valeurs ajoutées sont déjà connues pour chaque branche d'activité ; les données concernant les subventions et les impôts sont fournies par les services publics ou contenues dans le TOFE. De même les DSF des entreprises fournissent également les informations concernant les impôts et subventions.

Le calcul du PIB se fait selon trois optiques : production, demande et revenu. Dans le cas des comptes provisoires, l'optique production sera celle retenue⁵. Selon cette optique, le PIB se calcule par la somme des valeurs ajoutées brutes des différentes branches d'activités de l'économie augmentée des impôts nets de subventions sur produits.

$$PIB = \sum VA + (Im\ p\hat{o}ts - Subventions) sur\ produits .$$

➤ Cas du Cameroun

a. Nomenclatures

Nomenclature des produits et des activités

L'orientation générale est l'allègement des nomenclatures et de produits. Ainsi pour les comptes définitifs, une nomenclature de 118 produits et 96 branches est proposée. Les critères d'élaboration de cette nomenclature sont le poids des produits et leur rôle stratégique dans l'analyse économique. La liste des produits retenus est disponible en annexe ainsi que le profil de production.

Dans le cadre de son nouvel échéancier après celui-ci qui s'étale jusqu'en 2007, il est envisager d'utiliser la NOEMA et la NOPEMA pour les comptes définitifs et de préparer l'intégration de la révision 4 de la CITI

Nomenclature des modes de production

Code	Mode de production	observation	Nouvelles propositions
1	Normal	Pas utilisé	Grandes entreprises
2	Formel DSF		DSF hors grandes Entreprise
3	Formel hors DSF		Formel non assujetti à la DSF
4	Sous déclaration		Sous déclaration du formel
5	Apu et ISBL		Apu et ISBL
6	Informel		Informel
7	Ménage		Ménage
9	Non ventilé		Non ventilé

Nomenclatures des secteurs institutionnels

Pour les comptes provisoires, le niveau 1 est retenu et les secteurs de traitement sont RDM(0S2), ISBL (0S15), ménage (0S14), les administrations publiques (0S13), Sociétés financières (0S12), Sociétés non financières (0S11).

b. Sources, indicateurs et traitement

Dans le cadre des comptes provisoires, les sources les plus utilisées sont la DSF, l'enquête de conjoncture dans l'industrie et les services, le budget de l'Etat, l'indice de prix à la consommation finale, le commerce extérieur, les statistiques agricoles.

⁵ PIB_{demande} = CF + FBCF + Var. Stock + Acquisition – Cession d'objets de valeur + X – M

PIB_{revenu} = RS + Impôts/production et les importations – Subventions + EBE et Revenu mixte

1) DSF :

Elle fournit des indices pour la production, les salaires, l'emploi, la FBCF. Son intégration dans les comptes rapides doit tenir compte des éléments suivants :

- De la distinction entre les créations économiques (qui correspondent à une unité nouvelle dans l'activité) et les créations juridiques (qui le plus souvent correspondent à des changements de forme) dans la mise à jour fichier
- Dans l'hypothèse d'un traitement grandes entreprises et reste des entreprises de la DSF, il faut compléter le fichier des impôts par une analyse plus fine dans les branches pour extraire d'autres branches importantes non suivies par la Division des grandes entreprises ;
- L'identification ne doit pas comporter une variable qui peut être modifiée dans le temps (branche, localisation, etc.)
- Prise en compte de la matrice emploi issue de l'EESI et stratégie pour faire vivre cette matrice en constituant un panel emploi de façon à suivre l'évolution de l'emploi.
- Les DSF ne couvrent pas l'ensemble du secteur formel
- Correction du formel à partir de l'emploi issu de sources alternatives
- Prise en compte d'une information nouvelle sachant que le redressement est déjà effectué est possible si l'information nouvelle est suffisamment riche pour perturber le profil ou si la branche est monopolistique.
- Eclatement des entreprises en établissements : problème d'éclatement des autres éléments (CI, emploi, salaire, etc.) ; faire une enquête de structure et supposer une constance des structures sauf information sur licenciement/restructuration.
- Population d'entreprise : identification des grandes entreprises et du reste
- Raccordement définitif-provisoire : pool unique de saisie pour éviter de ressaisir les DSF et mise à jour progressive du fichier. Cette opération suppose une bonne mécanique de pondération
- codification : éviter recodification des entreprises chaque année
- retenir comme variable importante dans le traitement des DSF la valeur ajoutée pour les industries et le chiffre d'affaire pour le commerce

2) L'enquête de conjoncture dans l'industrie et les services

Elle supplée généralement la source DSF. Elle fournit de plus les indices de valeurs et des indices de prix implicites à la production.

3) Le budget de l'Etat

Il permet d'estimer la production des administrations publiques en services d'administration, d'éducation, de santé.

4) L'indice de prix à la consommation finale

Utiliser pour déflater la consommation finale en valeur à prix d'acquisition et également les prix de base à la production des produits vivriers dans certains cas.

5) Le commerce extérieur

Permet d'évaluer le compte du reste du monde.

6) Les statistiques agricoles.

Utiliser conjointement plusieurs sources (enquête formation des prix, AGRI-STAT, Rapport Economique et Financier) pour estimer la production des produits vivriers. S'agissant de l'agriculture industrielle et d'exportation, il est nécessaire de considérer les hypothèses de filière.

c. Calendrier de travail

2003, 2004 et 2005 comptes définitifs ; 2006 comptes provisoires

Le calendrier s'étale de septembre 2006 à septembre 2007. Le tableau ci-après présente le chronogramme des activités de comptabilité nationale sous cette période.

Date	2003 année de base	2004 définitif	2005 définitif	2006 provisoire	Commentaires
avant le 8/9/06	Préparation du module				
Du 8 au 19/09	Chargement des sources				
25 et 26/09	Restitution de l'atelier de Bamako à l'équipe de travail de Ydé				Présentation du programme et prise en compte des nouvelles orientations
du 20 au 30/9/06	Préarbitrages				
du 02/10 au 10/10/06	1 ^{ère} décentralisation				L'évaluation de la production (CB)
Du 10 au 15/10	1 ^{ère} Centralisation	Début du traitement des sources			
du 16 au 27/10/06	2 ^{ème} décentralisation				Réalisation des ERE et CB matrice de qui à qui
Du 27/10 au 05/11	2 ^{ème} centralisation	Traitement des sources			
du 06/11 au 15/11/06	3 ^{ème} décentralisation	Id			l'objectif est de réduire les écarts offre et demande de CI
du 16/11 au 30/11/06	Synthèse générale	Traitement des sources			
du 1 ^{er} au 15/12/06	Travaux post synthèse	Id			report aux niveaux fins, édition des tableaux
Du 18 au 23/12/06		Initialisation de la base et chargement des sources			
du 2/01/07 au 12/1/07		Préarbitrages			
du 13 au 20/1/07		1 ^{ère} décentralisation			
du 21/1 au 26/2/07		1 ^{ère} Centralisation	début du traitement des sources		
Du 27/01 au 7/02		2 ^{ème} décentralisation			
du 8/2 au 15/2/07		2 ^{ème} centralisation	traitement des sources		
du 16/2 au 26/2/07		3 ^{ème} décentralisation	id		option possible : « travaux » sur poste centrale
du 26/2 au 10/3/07		Synthèse générale	id	début du traitement des sources	
Du 11/03 au 25/3/07		Travaux post synthèse	initialisation de la base et chargement des sources	traitement des sources	
Du 02/4 au 12/4/07	du 2/01/07 au 12/1/07		Préarbitrages	id	
Du 13/4 au 20/4/07	du 13 au 20/1/07		1 ^{ère} décentralisation		
du 21 au 26/4/07	du 21/1 au 26/2/07		1 ^{ère} Centralisation	id	
du 27/4 au 7/5/07	Du 27/01 au 7/02		2 ^{ème} décentralisation		
du 8 au 15/5/07	du 8/2 au 15/2/07		2 ^{ème} centralisation	id	
Du 16 au 26/5/07	du 16/2 au 26/2/07		3 ^{ème} décentralisation		option possible : « travaux » sur poste centrale
du 26/05 au 10/06/07	du 26/2 au 10/3/07		Synthèse générale		
du 11 au 25/06/07	du 11/03 au 25/3/07		Travaux post synthèse		
du 26/06/07 au 30/06/07				Initialisation de la base, chargement des sources	Le compte provisoire se fait avec des nomenclatures réduites
du 01/07/07 au 06/07/07				préarbitrages	
du 07/07/07 au 10/07/07				1 ^{ère} décentralisation	
du 11/07/07 au 17/07/07				1 ^{ère} centralisation	
du 18/07/07 au 20/07/07				2 ^{ème} décentralisation	
du 20/07/07 au				Deuxième centralisation	

Date	2003 année de base	2004 définitif	2005 définitif	2006 provisoire	Commentaires
25/07/07				et synthèse générale	
du 25/07/07 au 30/07/07				Tableaux de publication	post synthèse, présentation des comptes « décentralisation » sur poste centrale
Du 01/08 au 30/09	Finalisation des méthodologies, archivage des fichiers, analyse des résultats				

d. Géométrie des comptes

Le champ couvert par les comptes provisoires est le même que celui des comptes définitifs. Les deux grands tableaux de publication sont le TRE à prix courant et à prix constant sous format 44 branches et 44 produits et le TCEI en 5 secteurs de l'économie nationale et le reste du monde.

En plus, des tableaux de synthèse par opération ou par agrégat présentant des évolutions à prix courant et à prix constant, la variation de l'indice de volume et du déflateur. Les plus importants sont :

- le compte de production ;
- la ventilation du PIB par secteur d'activité en ressortant les principales branches et la valeur non marchande
- la production par branche ;
- la valeur ajoutée par branche ;
- les emplois du PIB ;
- la consommation finale ;
- la consommation finale par fonction de consommation ;
- la FBCF ;
- le commerce extérieur

III.2 Allégement méthodologique (rattrapage)

Le rattrapage des années de retards dans l'élaboration des comptes nationaux peut se faire de deux manières : le rattrapage normal des années de retard et le saut des années de retards ou nouvelle année de base.

Les points ayant fait l'objet de discussions ont porté essentiellement sur :

- les travaux déjà réalisés sur les trois années de comptes 1999-2001 ;
- la question des nomenclatures à agréger ;
- les sources de données, principalement les DSF ;
- les contraintes de réalisation des travaux de comptes et les solutions à y apporter ;
- le calendrier de travail ;
- les recommandations.

III.2.1 Rattrapage normal des années de retard

Il s'agit d'accompagner le ou les pays dans le rattrapage de leur retard et la mise en œuvre d'une méthodologie adaptée devant leur permettre ensuite de rester à jour. Techniquement, on combinera l'utilisation de nomenclatures moins détaillées et un traitement allégé de certaines sources. On réduira aussi les données publiées au minimum conseillé par l'ONU.

Sources de données	Actions à mener
Déclaration statistique et fiscale (DSF)	<i>Pour aller très vite, réduire la nomenclature peut ne pas suffire. Voir chaque source par rapport à sa disponibilité. Par exemple, il est exclu de faire un traitement exhaustif des DSF. Donc, proposer un échantillon (d'autant plus facile que le nombre de branches est réduit).</i> <i>On peut envisager aussi de ne pas faire un dépouillement complet : mais il ne faut pas prévoir de saisie trop complexe, c'est une cause de délai et d'erreur.</i> <i>Fera-t-on une projection des CI en demande, par branche et par mode de production ou une répartition du total DSF à partir de la structure N-1 ? La deuxième solution est meilleure, car elle permet de se caler sur le total donné par les DSF.</i>
Banques et assurances	<i>Collecte des données des banques et assurances (Pas nombreuse)s.</i>

Administration publique	<i>Les sources se recoupent : Privilégier le TOFE et réutiliser les structures de l'année antérieure ? On ne rentre alors qu'une seule source. Problème : le TOFE n'est jamais détaillé en dépenses, et il ne couvre pas l'ensemble du champ (manque parfois : collectivités locales, en particulier)</i> <i>Utiliser le TOFE en gardant la structure de l'année passée.</i>
Commerce extérieur	<i>Données sources à utiliser : traitement fait par la douane</i>
Balance des paiements	<i>Utiliser la balance des paiements provisoires pour compléter la partie service du CE et réaliser le compte du reste du monde.</i>
Données agricoles	<i>Utiliser les estimations faites par les services officielles par produits de la nomenclatures</i>

➤ Cas du Burkina Faso

La situation des comptes nationaux est la suivante :

- Une série de trois années de comptes nationaux selon le SCN93, en utilisant ERETES avec 1999 pour année de base ;
- Une série publiée de 1985 à 1998 selon le SCN68 ;
- Des travaux de rétopolation des comptes nationaux suivant le SCN93 pour constituer la série de 1985 à 2001 ;
- Le personnel est composé de quatre cadres supérieurs et quatre cadres moyens.

Les années de retard s'expliquent par :

- l'utilisation des nomenclatures très détaillées,
- les sollicitations internes et externes,
- l'insuffisance des moyens matériels.

Le Burkina Faso, dans le cadre du projet, envisage le rattrapage des années 2002 à 2004.

1. Les travaux à réaliser :

1.1. Les travaux sur les trois années de comptes 1999-2001

Consolidation des années 1999, 2000 et 2001.

1.2. Les nomenclatures

Les travaux d'allègement des nomenclatures entamés avant ont été finalisés. Des corrections de libellés, des suppressions et créations de nouveaux postes de branches et de produits ont été réalisées. On dispose ainsi de 20 branches de niveau 1, 41 branches de niveau 2; 67 produits niveau 3. Concernant la nomenclature des opérations, les éléments de détail de la fiscalité (0D2), des revenus de la propriété (0D4), des impôts courants sur les revenus et le capital (0D5) ont été supprimés.

1.3. Les DSF

Il ressort des échanges avec l'expert d'AFRISTAT en statistique d'entreprise Patrick HERNANDEZ que la méthode de traitement utilisée jusque là au Burkina Faso pour l'élaboration des comptes a été jugée assez satisfaisante, moyennant quelques aménagements. Il s'agit notamment de joindre à l'échantillon des entreprises un identifiant, une branche d'activité avec le principal produit. Il y a aussi la nécessité de s'assurer du bon classement des unités une bonne fois pour toutes et de stabiliser chaque entreprise dans son activité principale pendant au moins trois ans.

Aussi, pour estimation des données des grandes entreprises qui n'ont pas répondu, il a été préconisé de s'intéresser à l'historique de la TVA de l'entreprise et /ou de sa déclaration au niveau du commerce extérieur.

Un protocole d'accord avec la DGI s'avère indispensable pour mener à bien cet exercice. Des contacts informels seront également mis à contribution en attendant la signature de ce protocole.

1.4. les contraintes de réalisations

- *Ressources humaines :*

Le service des comptes nationaux du Burkina dispose de 5 cadres et 4 agents d'appui. Et il se pose le problème de leur disponibilité pour les derniers mois de l'année 2006, en raison de leur participation au RGPH.

La solution pour amener ces agents à participer uniquement aux travaux des comptes nationaux pendant cette période serait de leur donner une compensation pour les travaux qu'ils devraient faire dans le cadre du recensement.

- *Ressources matérielles :*

Le service dispose comme équipements informatiques de 1 ordinateur PIV, 4 ordinateurs PIII (dont 2 sont fonctionnels), ce qui constitue un sérieux handicap pour la réussite du projet.

Le service souhaiterait disposer au minimum des équipements suivants :

- *Aspects organisationnels :*

Les comptables nationaux souhaitent pouvoir se retirer en atelier pour accélérer les travaux des comptes, au moins 2 fois par année de comptes (dont au total 6 pour rattraper les années 2002, 2003 et 2004).

1.5. *Le calendrier de travail*

Les tâches à réaliser pour la 1^{ère} campagne (Octobre 2006 – Février 2007)

1. Travaux de consolidation (PM)
2. Travaux de préparations des sources (1 mois)
3. Chargement et pré arbitrage (Matrice des impôts, FBCF et emploi : 1 semaine)
4. 1^{ère} Décentralisation (ERE, CB 2 semaines)
5. 1^{ère} Centralisation (Projection des CI : 1 semaine en Atelier)
6. 2^{ème} Décentralisation (ERE, CB, Qui-à-Qui : 2 semaines)
7. 3^{ème} Décentralisation et 3^{ème} Centralisation (1 semaine)
8. Synthèse (Atelier 2 semaines)
9. Post synthèse (1 semaine)

Les tâches à réaliser pour la 2^{ème} campagne (Mars 2007 – Juin 2007)

Elaboration des comptes 2003

Traitement des sources 2004

Les tâches à réaliser pour la 3^{ème} campagne (Juin 2007 – Septembre 2007)

Elaboration des comptes 2004

Traitement des sources 2005

2. **Recommandations**

Pour arriver à disposer des comptes des années 2002, 2003 et 2004, les conditions suivantes doivent être réunies :

- ***Au niveau des DSF, mettre en place un protocole d'accord avec la DGI et la BCEAO pour disposer des données des entreprises ;***
- ***Au niveau des ressources humaines, procéder à une compensation des agents qui sont impliqués dans le RGPH afin de leur permettre de se concentrer uniquement sur les comptes ;***
- ***Mettre à la disposition du service des comptes nationaux les équipements qui ont été demandés pour le rattrapage des comptes ;***
- ***Financer les ateliers (6 au minimum) prévus pour accompagner et accélérer l'élaboration des comptes ;***

III.2.3 Le saut d'années ou nouvelle année de base

Il s'agit de permettre aux pays ne pouvant pas faire de rattrapage normal, car les moyens ne le permettent pas, de faire un saut des années de retard et de réaliser une année qui est plus proche de l'actualité. L'année de saut sera raccordée à une année de base déjà réalisée.

Nouvelle base ou saut d'années	Version adaptée du module
Champ complet	<i>Pas de compte de secteur (sauf RDM) mais cela suffit à avoir le statut « set minimum de l'ONU »</i>
Nécessité d'une rétopolation après sa mise en place	<i>Série complète</i>
Peut-on s'appuyer sur le point de départ existant ?	<i>Le point de départ est l'année de base produite, avec une mémoire des arbitrages qui ont été nécessaires pour l'élaborer.</i>
L'agriculture devra être traitée comme s'il s'agissait d'une nouvelle base A quel niveau de détail travailler ?	<i>Il faudra particulièrement de précautions dans le traitement de l'agriculture, et ne pas se planter entre récolte stockée et produits consommés de la récolte antérieure Nomenclature : 2 branches, industrielle et vivrière, avec 2 + 5 produits</i>
Extraction : 1 entreprise + orpaillage	<i>Pas de branche isolée</i>
Industrie : on exploite les DSF (ou au moins un échantillon des très grandes entreprises en terme de chiffre d'affaires) Que faire pour les CI par produits ? Ou : on garde la structure passée ? (car industrie = 10 % du PIB) ?	<i>Industrie : on utilise des indices (IPI IPPI) + les DSF des 10 plus grosses (si on les a)</i>
Construction : Demande connue : des APU, voir ce que l'on peut tirer des DSF ? Ressources connues : importations de ciment.	
Services marchands :	
Commerce : application des taux de marge des années antérieures.	
Informel : possibilité d'exploiter certaines données des enquêtes existantes.	
Administration publique : privilégier le dernier TOFE publié	

➤ Cas du Mali

Les travaux ont été axés sur les points suivants :

- ✓ Les grandes étapes à suivre dans les travaux de comptes nationaux au Mali
- ✓ Les méthodes de traitement des sources de données
- ✓ Le calendrier des travaux
- ✓ La définition des nomenclatures d'activités et de produits

La situation des comptes nationaux est la suivante :

- Une série de PIB plus comparables basée sur le SCN68 ;
- Une série de comptes SCN93 élaborés sous le système ERETES : 1997, 1998 achevés et 1999 non achevés avec comme année de base 1997 ;
- 5 cadres dont 2 maîtrisant l'outil ERETES ;
- Une forte mobilité du personnel.

1 Eléments disponibles :

- Une série de PIB plus comparables SCN68
- Une série de comptes SCN93 élaborés sous le système ERETES : 1997, 1998 achevés et 1999 non achevés avec comme année de base 1997.
- 4 cadres et 2 cadres maîtrisant l'outil ERETES.

2. Scénario de rattrapage envisagé :

- Sauter les comptes des quatre (4) années de retard (2000, 2001, 2002, 2003)
- Réaliser l'année des comptes de 2004
- Regrouper les nomenclatures de branches et de produits
- Utiliser et traiter les sources de l'année 2004 selon les méthodes décrites dans le Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux d'AFRISTAT.
- Utiliser un échantillon de grandes entreprises classées selon le CA ou la VA dans l'activité.
- Assurer la réropolation au niveau des comptes des années précédentes en s'appuyant sur l'année 1999.

3. Urgences

- La révision des trois années de comptes des années 1997, 1998, 1999 dans les trois mois avenir.
- Le traitement revue des DSF des grandes entreprises selon la nouvelle nomenclature.
- Traitement des autres sources.
- Chargement des sources dans la base 2004

4. Conditions à remplir

Disposer d'une équipe permanente d'au moins quatre (4) personnes sur les comptes.

Une série de trois missions pour assurer la révision des comptes 1997, 1998, 1999 dans les mois de Octobre, Novembre et décembre 2006 :

- ✓ Une première mission de l'équipe du Mali à AFRISTAT dans le courant du mois d'octobre 2006 pour deux semaines avec les experts d'AFRISTAT sur les comptes de 1997.
- ✓ Une deuxième mission en novembre 2006 sur les comptes de 1998.
- ✓ Une troisième mission sur les comptes de 1999 en décembre 2006.

A partir de janvier 2007, début des travaux d'élaboration des comptes de 2004 avec l'appui d'AFRISTAT.

5. Méthodologie de travail

Révision des comptes des années de 1997, 1998, 1999 :

- Revue des ERE et CB
- Revue des matrices « Qui à Qui »
- Synthèse globale de chaque compte.

Elaboration des comptes de l'année 2004 :

- ✓ Arrêter un calendrier de collecte des sources manquantes.
- ✓ Une vérification et validation des traitements déjà effectués sur les sources de l'année 2004.
- ✓ Assurer le traitement des DSF selon les dispositions suivantes :
 - Comparaison des fichiers de recensement des entreprises non industrielles 2003 et le fichier des DSF de 2004.
 - Attribuer un identifiant à chaque unité
 - Utiliser les DSF de 2004 et tirer un échantillon représentatif par branche d'activités.
 - Normaliser fichier échantillon.
 - Déterminer les variables utiles à l'élaboration des agrégats des comptes nationaux.

- Le fichier échantillon devrait constituer une référence pour les travaux de rattrapage.

6. Les nomenclatures

L'élaboration de cette nouvelle nomenclature a tenu compte de la nature similaire des branches et produits, du poids du produit et de l'effectif en ressource humaine disponible au Mali:

21 branches.

54 produits définis.

7. Calendrier des travaux

PROGRAMME DE TRAVAIL AU MALI (DNSI)

Activités à réaliser	Comptes définitifs 2004	
	Période	Personnes ressources
Révision des comptes des années de 1997, 1998, 1999 : <ul style="list-style-type: none"> ○ Revue des ERE et CB ○ Revue des matrices « Qui à Qui » ○ Synthèse globale de chaque compte. 	Octobre Novembre Décembre 2006	Comptables nationaux Mali et experts AFRISTAT
- Réalisation des nomenclatures réduites (activités et produits), tables de passages. - Lancement des travaux sur le traitement des sources de données : <ul style="list-style-type: none"> - mise au point des traitements à appliquer aux sources (grilles tableurs, programmes informatiques...) - traitement des sources de données. Chargement des sources dans la base	JANVIER 2007	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens
Transformation de la base avec la nomenclature réduite Mise en cohérence des données sources (Pré arbitrage)	FEVRIER 2007	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens
<ul style="list-style-type: none"> - vérification des travaux de pré arbitrage - répartition des tâches (ERE, CB6, secteurs, travaux sur opérations) - décentralisation de la base - formation à l'élaboration des ERE et des CB - formation au traitement des filières - élaboration des ERE et des CB traitement des filières	Avril –Mai 2007	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens
<ul style="list-style-type: none"> - centralisation - vérification des ERE et des CB - vérification des travaux sur les filières - vérification des travaux transversaux - Analyse des opérations 	Juin 2007	- Comptables nationaux maliens
Travaux de synthèse Tableau des Echanges Interindustriels (TEI)	Juin 2007	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens
Publication	Juillet 2007	Comptables nationaux maliens

⁶ Equilibres Ressources-Emplois, Comptes de Branches

Recommandation

L'exécution du programme de travail établi nécessite une disponibilité totale des comptables nationaux, pour se consacrer exclusivement aux travaux de rattrapage. Ce qui ne sera possible sans l'adhésion de la Direction Nationale de la Statistique au présent programme et son fort engagement pour sa mise en œuvre.

La Direction Nationale de la Statistique devra tout mettre en œuvre afin d'assurer une plus grande motivation des comptables nationaux et un suivi régulier de l'exécution du présent calendrier.

➤ Cas spécifique de la MAURITANIE

1. ***Éléments disponibles :***

- ✓ Une série de comptes 1992 à 2005, PIB plus comparable,
- ✓ Deux cadres expérimentés sur ERETES et cinq nouvellement recrutés et initiés sur ERETES,
- ✓ Quatre années de comptes courantes 1998, 1999, 2000 et 2001 avec comme années de base 1998, n'intégrant pas les nouvelles modifications intervenues au niveau des statistiques de finances publiques, de la balance du paiement, des statistiques de prix ainsi que celles du commerce extérieur.

2. ***Scénario de rattrapage envisagé : saut d'années***

- ✓ Sauter les comptes des trois (3) années de retard (2002, 2003 et 2004),
- ✓ entamer directement les comptes de 2005 avec ERETES,
- ✓ regrouper des branches pour obtenir une nomenclature en 20 au niveau 1 allégeant le travail,
- ✓ Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN 93 (AFRISTAT, INSEE et DIAL) pour en faire de véritables comptes estimés à partir de la série des « PIBs plus comparables » actuels comprenant des équilibres estimés de branches en volume et en valeurs, un TRE estimé en volume et en valeurs, des comptes estimés des APU et des ménages.

3. ***Urgences pour le scénario retenu***

- ✓ Intégrer les modifications des autres secteurs (révisions de la balance des paiements, commerce extérieur, des prix et TOFE) dans les comptes 2001 sous ERETES,
 - Échéances : janvier 2007,
- ✓ Finaliser la collecte de 2005,
- ✓ Démarrer la saisie des comptes de 2005 sous ERETES,
 - Démarrage : Janvier 2007,
 - Échéances : septembre 2007
- ✓ Mise en place d'une équipe coordonnée ONS/MAED (un comptable national et un prévisionniste) qui travaillera sur TABLO et sera chargée du cheminement d'un modèle (TABLO) qui présentera les comptes des secteurs des APU et des ménages, le TRE et les CI en valeur et en volume. Cette équipe serait accompagnée par INSEE et DIAL. Deux missions (secteur pétrolier, modèle TABLO) sont déjà programmées en octobre 2006 et financées par MAE français.

4. ***Conditions pour aboutir aux résultats escomptés***

- a. Disposer d'une équipe d'au moins quatre (4) comptables nationaux stable,
- b. Une série de quatre (4) missions (AFRISTAT, INSEE) pour accompagner l'équipe :

- i. Une première mission en janvier 2007 pour valider les comptes corrigés de 2001, former l'équipe sur ERETES et encadrer le démarrage des travaux de 2005,
- ii. Une mission de formation sur ERETES en mars 2007,
- iii. Une seconde mission en juin 2007 pour l'état d'avancement des travaux et apporter des corrections éventuelles
- iv. Une dernière mission pour valider le compte définitif de 2005 en septembre 2007

5. Sources disponibles et exploitables

- La campagne de collecte auprès des différentes sources (privées et publiques) a été lancée depuis juin 2006 et se poursuit,
- Les sources déjà pour 2005 :
 - EMEA (Agriculture),
 - DSF,
 - MPEM (Captures et exportations pêche),
 - Commerce extérieur (Douane),
 - Balance des paiements,
 - TOFE,
 - Indice des prix,
 - Situation des crédits,
 - Exécution du BCI
 - Trafic maritime.

6. Les nomenclatures

L'objectif était de mettre en place une nomenclature des branches et des produits adaptée à l'économie mauritanienne.

S'agissant de la nomenclature des branches, 20 branches ont été retenues au niveau 1 au lieu de quarante un (41) :

- Secteur primaire avec quatre (4) au lieu de cinq
- Secondaire, sept (7) au lieu de 23 branches,
- Le tertiaire, sept (7) au lieu de onze (11),
- PISB,
- Correction territoriale

En ce qui concerne les produits, à part l'agriculture, élevage et la pêche (environ une quinzaine de produits), l'intention est de retenir pour les autres branches un produits principale locale, éventuellement un produit principale importé et un produit mixte (de solde).

7. Résultats attendus

- avoir des comptes 2001 définitifs intégrant les nouvelles modifications du commerce extérieur en janvier 2007 (ONS)
- Mission de validation des comptes ERETES de 2001, lancement des travaux de 2005 et de formation sur ERETES, (AFRISTAT, INSEE), janvier 2007,
- avoir des comptes 2005 ERETES nouvelles versions (nomenclature réduite) en septembre 2007 (ONS, AFRISTAT),
- Rattrapage des comptes des années sauter (2002-2004) avec le modèle TABLO en collaboration avec la MAED de février à septembre 2007,
- Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN 93 (ONS, MAED, AFRISTAT, INSEE et DIAL),
- Synthèse des produits et des branches à prix courants et constants,
- TEI et TRE aux prix courants et constats,
- Matrice de QUI à QUI,

- Comptes des secteurs institutionnels, des APU et des ménages.

III.2.4 Elaboration de comptes très allégés

On part de l'hypothèse que certains pays font en général un équilibre global, où les ressources sont ventilées en une dizaine de branches, et ont pour contrepartie un montant global pour chaque emploi.

En effet, le principe de traitement de ce cas est le suivant : on part des mêmes données exactement que les comptables du pays, on utilise globalement la même méthodologie qu'eux, et on la reproduit sous ERETES. On prévient donc le pays pilote (et son environnement) que l'objectif n'est pas d'améliorer ses comptes, mais simplement de les « sécuriser » en les stockant dans une base de données.

Par cette expérience, cependant, on va générer les tableaux de travail habituels (en particulier les comptes de branche et le TEI), et on pourra donc voir quel nouvel éclairage ils apportent sur la série du pays.

De plus, on sera très tenté dans certains cas de compléter ce qui existe : ainsi, si l'on détaille les ressources dans le haut des ERE, il paraîtra normal de compléter également les emplois pour chaque produit.

Enfin, dans un deuxième temps, après avoir chargé les données d'une première année et fait leur arbitrage et leur synthèse, on pourra étudier avec le pays quels sont les points où se présentent les plus grandes incertitudes, et décider éventuellement de développer un peu plus les comptes. Mais ces développements resteront dans la limite du raisonnable, et ne se feront que l'un après l'autre, au fur et à mesure que la méthodologie associée sera assimilée par le pays.

➤ Cas de la Guinée

La situation des comptes nationaux

- Une série de comptes selon le SCN68 allant de 1986 à 2002 est disponible.
- Une série de comptes selon la méthodologie des PIB plus comparables pour les années 1990 à 2002 ;
- Il s'agit d'adopter le SCN93 en utilisant le système ERETES. L'année de base choisie est 2003.
- L'effectif du personnel est de 12 cadres en 2006.

Les différentes étapes :

- Formation ERETES, implantation, (les licences Progress sont disponibles) initialisation des nomenclatures, déclarer l'équipe, répartir les tâches, mission de deux semaines en janvier 2007
- Traitement des données : préparation des fichiers de chargement, (automatique ?), appui technique échéance fin mars
- Pré-arbitrage, appui technique avril 2007
- Décentralisation, élaboration des ERE, des comptes de branches, et des matrices de qui à qui : appui technique mai 2007
- Analyse des résultats : appui technique juin 2007
- Deuxième décentralisation : appui technique juillet 2007
- Synthèse du TEI et du compte : appui technique août 2007
- Présentation du compte de l'année 2003 au séminaire de bilan du projet qui aura lieu en septembre 2007

Besoins
Appui informatique : 2 homme / mois
Licences Progress : 1 par ordinateur
Ordinateurs : idéal 1 par personne, minimum 1 pour 2, donc demande de 3 à 9 postes
Formation avancée à Excel (programme sur mesure) :
Formation à ERETES avec le jeu d'essai
Kangaré pour les nouveaux, assuré par les anciens

Missions d'appui
Appui pour obtenir les données des DTI auprès de la douane

8. Chronogramme des activités

Activités	Date de réalisation	Responsable
Avoir des comptes 2001 définitifs intégrant les nouvelles modifications des données du commerce extérieur, impôts sur les produits, indice des prix niveau des ERE.	Janvier 2007	ONS (MAURITANIE)
Finalisation de la collecte des DSF et des autres sources.	Novembre 2006	ONS
Mission de validation des comptes ERETES de 2001, lancement des travaux de 2005 et de formation sur ERETES.	Janvier	AFRISTAT, INSEE, AFRITAC
Mission de formation sur ERETES pour l'équipe des comptables nationaux et état des travaux des d'avancement comptes de 2005.	Mars 2007	AFRISTAT, INSEE, AFRITAC
Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN 93 à travers le modèle TABLO. - Mise en place de l'équipe de coordination, - Cheminement du modèle et formation	Octobre 2006 à Février 2007	(ONS, MAED, AFRISTAT, INSEE, AFRITAC et DIAL).
	Septembre 2006-09-21	ONS/MAED
	Octobre 2006 à février 2007	ONS/MAED/INSEE/DIAL
	février	AFRISTAT, INSEE
Assistance technique pour le traitement des DSF	février	AFRISTAT, INSEE
Mission pour l'état d'avancement des travaux sur les comptes de 2005, apporter des corrections éventuelles et recadrer l'équipe	Juin 2007	AFRISTAT, INSEE et AFRITAC
Mission de validation des comptes de 2005,	septembre 2007	AFRISTAT, INSEE et AFRITAC
Opérationnalisation et adaptation du modèle TABLO aux comptes ERETES allégé	Septembre 2007	ONS/MAED/DIAL/INSEE
Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN93.	Septembre 2007	ONS, MAED, AFRISTAT, AFRITAC, INSEE et DIAL.

RECOMMANDATIONS

Au vu de l'urgence des exigences internationales en matière de comptes économiques (Système Général de Diffusion des Données, surveillance multilatérale au sein des unions économiques et monétaires existantes ou en voie de création, programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010.),

Conscients de l'importance de ces travaux pour une meilleure appropriation nationale des méthodes d'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires en vue de la production dans les délais de comptes nationaux pour la formulation des politiques économiques, le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté et les négociations avec les partenaires techniques et financiers internationaux,

Considérant la nécessité d'apporter une attention particulière au respect des engagements internationaux pris par les Etats, notamment dans le cadre du renforcement de la surveillance multilatérale,

Considérant les retards accumulés par plusieurs pays dans l'élaboration des comptes nationaux,

1. aux Etats membres :

- l'adoption, sous réserve des observations faites, des propositions d'allègement méthodologique élaborées au cours de l'atelier ;
- le renforcement des capacités des INS dans la production des statistiques d'entreprises, en particulier par la création de services chargés des statistiques d'entreprises et la mise en place d'un répertoire d'entreprises ;
- la mobilisation des moyens identifiés lors de cet atelier pour la réussite du projet d'élaboration des comptes non définitifs et provisoires, impérativement par la mise en place d'équipes suffisamment étoffées et stables ainsi que de moyens matériels et financiers adéquats ;
- l'amélioration de la coordination des actions menées par les différentes organisations internationales en matière de comptabilité nationale et de veiller à ce que ces interventions ne soient pas concurrentes mais complémentaires.

2. à AFRISTAT :

- l'organisation chaque année de séminaires centrés sur les méthodes d'élaboration des comptes nationaux et la présentation des résultats ainsi que la création d'un FORUM de débats et d'échanges d'expériences ;
- la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'élaboration des comptes du secteur pétrolier qui travaillerait sur le Forum ;
- la poursuite de ses efforts en vue du renforcement des capacités techniques des équipes de comptables nationaux des Etats membres ;
- l'harmonisation des outils et méthodes, en particulier par la définition d'un niveau minimum commun de nomenclatures de branches et de produits permettant la comparabilité des résultats ;
- la rédaction d'un plaidoyer auprès des institutions nationales et régionales sur l'utilisation des comptes nationaux élaborés par les INS dans leur cadrage macro-économique.

Calendrier de suivi des travaux

Pour le suivi des travaux, Il est demandé aux Pays pilotes de faire un rapport d'exécution détaillé et à faire parvenir à AFRISTAT au plus tard 7 jours après la fin du mois. Le rapport comprendra les actions menées durant le mois, les problèmes rencontrés, solutions apportées et les prochaines étapes. Les pays doivent aussi rédiger au fur et à mesure de l'exécution des travaux, la méthodologie de traitement des données et d'élaboration des agrégats.

- Début des travaux dans les pays pilotes : septembre 2006 ;
- Evaluation des travaux durant les trois premiers : fin décembre 2006 ;
- Evaluation des travaux durant les six premiers mois : avril 2007 ;
- Evaluation des travaux durant les neuf mois : juillet 2007 ;
- Séminaire de présentation des résultats obtenus dans les pays pilotes : septembre 2007.